
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.56995

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

geändert haben, ist seine Arbeit doch nicht frei von derartigen nostalgischen Untertönen. Sobald aber schulgeschichtliche Forschung Grundgedanken des Historismus ignoriert, kann daraus leicht ein schulpolitisches Kampfinstrument werden.

Dieter TIEMANN, Dortmund

Christian SIMON, *Staat und Geschichtswissenschaft in Deutschland und Frankreich 1871–1914. Situation und Werk von Geschichtsprofessoren an den Universitäten Berlin–München–Paris, Bern, Frankfurt/Main, New York, Paris* (Peter Lang) 1988, 2 Bde., III–652 et 227 p. (Europäische Hochschulschriften III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 349).

Cet ouvrage de l'historien bâlois Chr. Simon se compose d'un volume de texte (652 p.) et d'un volume comprenant bibliographie, notes et index (227 p.).

L'objectif en est de montrer la situation de l'historiographie en Allemagne et en France dans ses relations avec l'Etat, la société, et par rapport à l'évolution des idéologies et des mentalités entre 1871 et 1914. Contribution importante à une étude comparée des systèmes de pensée, cette étude s'attache aussi à présenter les principales chaires d'enseignement de l'histoire ainsi que leurs titulaires. L'auteur se propose de combler une lacune en réservant une très large place aux historiens français, afin de montrer au public de langue allemande quel fut l'engagement de ces intellectuels au service de la nation et de la République.

Cet engagement n'excluait pas l'influence du système universitaire d'outre-Rhin, influence déjà sensible avant 1870. Des hommes comme Lavisser et Fustel de Coulanges mirent en avant l'exemple allemand, surtout prussien, et fondèrent la tradition pour les jeunes universitaires (Seignobos) de faire des séjours d'étude dans les universités du Reich. En 1879, dans «La fondation de l'Université de Berlin», Lavisser cite le modèle de la Prusse, parce que ce pays a selon lui toujours su organiser son réarmement intellectuel et moral (p. 320).

Bien des historiens français pensaient découvrir outre-Rhin un esprit nouveau dans la relation de l'Université avec l'Etat et la société. Bismarck était d'avis que seul l'Etat avait à décider de la nomination des professeurs, la cooptation par les universitaires menant selon lui à la sclérose des facultés (Lettre au ministre Gossler du 11. 8. 1884). En réalité, les critères de choix dans l'Université prussienne étaient le loyalisme envers les Hohenzollern tout autant que la notoriété scientifique (p. 128). Et la Bavière favorisait les Bavarois de naissance partisans de la monarchie (p. 190). Quant aux universitaires français, ils voulaient obtenir un statut social conforme à leur formation et à leur rôle éducatif. «Sie wollten die Elite der Demokratie sein» (p. 307). Chr. Simon aborde ici de manière très détaillée le problème de la formation des élites sous la Troisième République. Il décrit cette «méritocratie» républicaine qui, sous l'apparence de l'égalité favorisait certaines couches sociales et une certaine forme de clientèle.

L'un des buts principaux de l'ouvrage est d'analyser la relation des historiens français, notamment parisiens, avec la République, leur rôle étant d'autant plus important que tout l'effort de J. Ferry et de ses successeurs tendait à légitimer le nouveau régime et à créer un consensus national. La «congrégation laïque» des universitaires (p. 258), et en premier lieu les historiens avaient, comme le dit J. Ferry en 1880, à élever des «générations imbues de l'esprit national» et pénétrées des traditions de 1789 (p. 257). L'histoire créait le patriotisme, la patrie était un «être historique», formule qui s'opposait au sentiment national tel que le concevaient les Allemands. L'histoire était la morale en action, un irrésistible processus de progrès vers la liberté et la démocratie incarnées par la Troisième République. Les historiens avaient à inscrire tous les aspects réputés positifs de l'histoire de France dans une glorieuse tradition qui, de toute nécessité, aboutissait à l'Etat national républicain.

Après 1871, le concept d'Etat est au cœur de la réflexion des historiens allemands. A la suite de Hegel, on cherche à concilier puissance et morale. Ainsi pour Sybel la puissance (Macht)

sert à réaliser les finalités éthiques de l'Etat. L'Etat, et avant tout l'Etat protestant, est une puissance morale. L'historien prussien Lenz affirme que le luthéranisme donne aux peuples protestants la direction du monde (p. 71), assertion évidemment issue de la tradition hégélienne et prouvant qu'à l'époque, en Allemagne comme en France, l'enseignement historique a largement contribué au renforcement du messianisme national.

On avait en deçà du Rhin une perception téléologique de l'histoire nationale, réduite à la perspective de l'Etat-nation, concrétisation matérielle du concept abstrait de »France« (p. 578). Le devoir de l'historiographie était de prouver que la nation française, que l'on définissait par opposition à l'irrationalisme déterministe germanique, était par excellence porteuse de civilisation, de liberté, de démocratie. C'est à juste titre que Chr. Simon souligne le caractère étroitement national (*franco-zentrisch*, p. 555) de la science historique française de cette époque. Il conclut avec raison que la Troisième République parvint à gagner la confiance des universitaires et les incita à préparer la revanche intellectuelle et morale (cf. E. Lavissee), tandis qu'en Allemagne le Reich bismarckien les intégrait au système en réalisant le vœu des intellectuels libéraux, à savoir l'unification nationale.

Cet ouvrage a le mérite de présenter une somme considérable d'érudition. On regrettera cependant que l'abondance même des sources et des références nuise parfois à la clarté de l'exposé. En tout état de cause, le livre de Chr. Simon constitue un apport de premier ordre à l'étude du rôle de la pensée historique dans l'idéologie nationale et nationaliste en Allemagne et en France.

Jean NURDIN, Dijon

Michel KORINMAN, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*. Préface par Yves LACOSTE, Paris (Fayard) 1990, 413 S.

Für den in Besançon lehrenden Michel Korinman ist Deutschland das Land der Geographen. Gerade im Unterschied zu Frankreich entwickelte sich Anfang des letzten Jh. hier eine Wissenschaft, die in Universitäten, Militärakademien und kartographischen Verlagen ihren Schwerpunkt hatte. Der Grund: Nach den napoleonischen Kriegen und der deutschen Machtlosigkeit in Kleinstaaten konnten die deutschen Geographen ihre politischen Frustrationen der Gegenwart auf diese Weise am besten »sublimieren« (S. 9). Korinman geht mit großer Sachkenntnis der Geschichte des Fachs Geographie, zumal der politischen und sodann der Geopolitik bis 1945 nach. Er schreibt eine in dieser Form bislang nicht vorliegende Institutionen- und Ideengeschichte des akademischen Faches. Die Militärs bzw. die Verlagshäuser kommen später nur noch am Rande vor. Wir erfahren viel über die Herkunft und persönlichen Karrieren der Universitätsgeographen, ihre akademischen Institutionen, ihr Wirken in der Öffentlichkeit (geographische Gesellschaften u.a.m.), ihre Zeitschriften, die Kompetenzstreitigkeiten um deren Leitung, aber auch über den Einfluß der Geographie im höheren Schulwesen. Für das ganze 19. Jh. gilt Korinmans Bewunderung den vielen bedeutenden Einzelpersönlichkeiten, den heute fast Unbekannten, aber v.a. den großen wie Richthofen und Ritter. Problematisch wird es für ihn erst mit Friedrich Ratzel, dem Begründer der politischen Geographie, sodann mit dem Schweden Rudolf Kjellén. Ausführlicher wird aber auch von »gemäßigten« Persönlichkeiten wie Alfred Hettner, Richard Hennig, Arthur Dix berichtet. Ratzels Ansatz zielte auf »non seulement la géographie doit s'affranchir de la domination historique, mais, placée au centre de toutes les sciences humaines et sociales, c'est à elle qu'il revient de donner un sens aux faits historiques. Voilà comment il faut comprendre la fausse modestie contenue dans l'introduction à la *Politische Geographie*: »Si ce livre pouvait contribuer à un rapprochement entre sciences politiques et historiques d'une part, et géographie de l'autre, je me sentirais déjà richement payé de mon travail.«